

Nice, le 6 Février 2003

**Installations classées pour la protection  
de l'environnement**

**SONITHERM  
Usine d'incinération d'ordures ménagères  
de Nice l'Ariane**

<b>RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES</b>
---

**Généralités**

La SONITHERM, dont le siège social est situé au 33 boulevard de l'Ariane, sur la commune de Nice, exploite à cette même adresse une usine d'incinération d'ordures ménagères depuis 1979 fonctionnant d'abord avec trois fours de 12 t/h chacun ; elle a été dotée en 1996 d'un quatrième four de 18 t/h.

Cette installation est autorisée au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral pris en date du 9 avril 1996 et par les arrêtés de prescriptions complémentaires du 6 février 1998 et du 5 juin 2002. Ces arrêtés intègrent entre autres, les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 relatif aux incinérateurs d'ordures ménagères.

Actuellement, l'activité de la SONITHERM comporte :

- 4 fours – chaudières d'une capacité totale de 54 tonnes par heure d'ordures ménagères et produisant 135 tonnes de vapeur surchauffée ;
- une unité de séchage de boues de station d'épuration avant incinération d'une capacité de 100 tonnes par jour ;
- 2 turbo – alternateurs d'une puissance de 14 MW électriques pour les besoins en électricité de l'usine ;
- une ligne de traitement de mâchefers ;
- 4 lignes de traitement des fumées par procédé humide ;

- une unité de traitement des effluents ;
- une chaufferie annexe d'une puissance de 40 MW thermiques assurant le secours de production pour les réseaux de chaleur ;
- 3 réseaux de chaleur d'une puissance installée totale de 95 MW et desservant une population de 11 000 équivalents logements et quelques industriels.

D'une capacité nominale de 430 000 t/an, l'ensemble de ces équipements permet actuellement le traitement annuel d'environ 385 000 tonnes de déchets, dont 22 000 tonnes de boues de station d'épuration, 5 000 tonnes de déchets hospitaliers, et une production de 36000 MWH électriques et 110 000 MWH chaleur.

Les déchets ménagers et assimilés traités dans l'usine d'incinération de la SONITHERM concernent en particulier :

- les ordures ménagères et autres résidus urbains provenant de la collecte traditionnelle des ordures ménagères ;
- les déchets banals assimilables aux ordures ménagères d'origine commerciale, artisanale ou agricole ;
- les boues non toxiques de station d'épuration urbaines du département des Alpes Maritimes ;
- les déchets exceptionnels tels que drogue provenant des saisies douanières ou policières, stocks de produits pharmaceutiques périmés, etc....

S'y rajoutent les déchets d'activités de soins à risques venant des établissements privés et publics hospitaliers (capacité autorisée de 5000 t/an).

La SONITHERM s'est totalement engagée dans une démarche qualité environnementale et a obtenu la certification ISO 14 001 le 7 novembre 2000.

En outre, nous rappèlerons que les contrôles annuels qui sont effectués par des organismes tiers font état du respect des normes de rejet atmosphériques en vigueur. Ils permettent de confirmer les résultats présentés par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans le cadre de l'autosurveillance.

### **Evolution réglementaire**

En application de l'article L.512-5 du Titre 1<sup>er</sup>, Livre V du Code de l'Environnement, le Ministère de l'écologie et du développement durable (Direction de la prévention des pollutions et des risques) a pris en date du 20 septembre 2002 un arrêté ministériel relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Ce texte remplace à l'horizon 2005, l'arrêté du 25 janvier 1991 relatif aux installations d'incinération de résidus urbains, ainsi que l'arrêté du 23 août 1989 relatif à l'incinération de déchets contaminés dans une usine d'incinération de résidus urbains.

Les dispositions de ce nouvel arrêté ministériel s'appliquent immédiatement aux installations nouvelles.

Par contre, elles s'appliqueront aux installations existantes à compter du **28 décembre 2005**.

Parmi les évolutions notables prévues par ce nouveau texte, on relèvera :

- l'uniformisation des prescriptions techniques quelle que soit la capacité de l'installation ;
- l'imposition d'une valeur limite de 0,1 ng/m<sup>3</sup> pour l'émission de dioxines et furanes ;
- l'introduction de valeurs limites pour l'émission d'oxydes d'azote ;
- l'abaissement important des seuils sur d'autres paramètres : poussières totales, acide chlorhydrique, acide fluorhydrique, dioxyde de soufre, métaux lourds, substances organiques exprimées en carbone organique total ;
- prise en compte de la co-incinération (traitement thermique des déchets en vue de leur élimination et utilisés comme combustible) ;
- la prise en compte dans ce texte de l'incinération des déchets d'activités de soins à risque infectieux (jusque là réglementés par l'arrêté ministériel du 23 août 1989).

Pour les installations existantes telles que celle de l'usine de la SONITHERM et en prévision de l'échéance de 2005, l'arrêté du 20 septembre 2002 prévoit à l'article 34, la remise par l'exploitant d'une étude de mise en conformité des installations avant le **28 juin 2003**.

Cette étude doit comprendre :

- La mise à jour de l'ensemble des pièces mentionnées aux articles 2 et 3 du décret 77.1133 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- Une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

De la même manière, et en application des recommandations de la circulaire du ministère de l'écologie et du développement durable du 9 octobre 2002, et afin de préparer l'échéance du 28 décembre 2005, des prescriptions relatives au renforcement du suivi des émissions pour améliorer en tant que de besoin la surveillance des rejets et leur impact dans l'environnement doivent être imposées.

A cet effet, il est prévu de demander à l'exploitant de produire annuellement un tableau de relevés de mesures et de proposer de mettre en place un dispositif de surveillance des dioxines dans l'environnement.

## **CONCLUSIONS**

Compte tenu des nouvelles prescriptions imposées dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, en particulier son article 34, et en application de l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, nous sollicitons un avis favorable des membres du Conseil Départemental d'Hygiène pour imposer à la SONITHERM les prescriptions complémentaires dont le projet d'arrêté préfectoral est joint en annexe.

L'inspecteur des installations classées

Vu, adopté et transmis  
Pour le directeur et par ordre  
Le chef du groupe de subdivisions  
des Alpes Maritimes